



---

## **CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**

### **Mercredi, 17 avril 2024**

#### **Intervenants**

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Seraphine Toe, Cheffe du Bureau régional des Plateaux et Bas-Oubangui de la MINUSCA
- Francis Bangué Doungoupou, Préfet de la Lobaye
- Julie Marieta Yandoba Kpongaba, Secrétaire générale de la Préfecture de l'Ombella-Mpoko

#### **CONTRIBUTION CIVILE**

● La MINUSCA condamne fermement les tueries ignobles d'une trentaine de civils lors d'attaques perpétrées entre les 2, 13 et le 14 avril 2024 par des éléments armés près de Zemio (préfecture du Haut-Mbomou), Bakouma (préfecture du Mbomou), au sud de la République Centrafricaine (RCA), et Bohong (préfecture de l'Ouham-Pendé), à l'ouest du pays.

Le 14 avril, au cours d'une de ses patrouilles sur l'axe Bakouma-Bangassou, la Force a découvert des corps dans le village de Pologbota (29 km de Bakouma) et 2 km plus loin. Les Casques bleus ont transporté deux blessés graves à l'hôpital et continuent de sécuriser le village. Le 13 avril, après avoir été informée à Zemio de l'enlèvement de trois civils par des présumés éléments de l'UPC, la MINUSCA a immédiatement lancé des patrouilles à leur recherche sur les axes de la localité. Les corps des trois civils ainsi que celui d'une quatrième personne ont été retrouvés plus tard par les habitants du village de Tabane. A Lime (15 km de Bohong), le 2 avril, des présumés éléments du 3R ont massacré 24 civils, y compris des femmes et des enfants. La Force de la MINUSCA y a établi une base temporaire pour protéger la population.

La MINUSCA présente ses condoléances aux familles des victimes et aux communautés affectées, et appelle les autorités compétentes à mener des enquêtes pour déterminer les responsabilités en vue de poursuites judiciaires appropriées. A cet effet, la Mission se tient sa disponible à apporter son soutien aux autorités nationales.

La MINUSCA exhorte les groupes armés et les groupes d'auto-défense actifs dans le sud et le sud-est de la RCA ainsi que ceux actifs à l'ouest et dans le reste du pays à cesser immédiatement les hostilités et les violences dont les principales victimes sont les civils ainsi que les tentatives de division des communautés locales.

La MINUSCA reste engagée et continuera d'exécuter les différentes tâches, en particulier dans le sud et le sud-est, y compris dans l'appui au Gouvernement pour le déploiement des forces de sécurité centrafricaines. De même, la Mission maintiendra son soutien aux activités de cohésion sociale, résolution pacifique des conflits communautaires et réinsertion sociale.

- La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Valentine Rugwabiza, salue le lancement des activités de la Commission nationale chargée de la gestion des frontières (CNCGF) prévu ce mercredi à Bangui. Le lancement aura lieu lors d'une réunion présidée par le Premier ministre, Felix Moloua, durant laquelle il présentera la Politique nationale de gestion des espaces frontaliers (PNGEF) et son plan d'action aux partenaires techniques et financiers de la RCA.

Des membres du Gouvernement et les préfets des zones frontalières de la RCA prennent part à cette rencontre dont le but est de mobiliser la communauté internationale pour un soutien financier et technique destiné à la mise en œuvre dudit plan d'action.

La Représentante spéciale prendra la parole au cours de la réunion et devrait, comme ce fut le cas en février 2024 devant le Conseil de sécurité, souligner l'importance de la gestion des espaces frontaliers et des instruments nationaux récemment adoptés en matière de sécurité.

Depuis 2022, la MINUSCA est un partenaire clé du Gouvernement centrafricain dans ce secteur et son appui a notamment permis l'élaboration de ladite politique nationale et du plan d'action. En août 2023, la Mission a remis le bâtiment rénové et équipé de la Commission nationale en charge de la gestion des frontières, financé à hauteur de 72.559.270 millions de francs CFA financés par les fonds programmatiques de la division de la Réforme du secteur de sécurité. La Mission a également financé l'organisation de la réunion de ce 17 avril.

- La MINUSCA a facilité le déploiement d'une centaine d'éléments des Forces Armées Centrafricaines (FACA) le 11 avril à Birao. Venus par le vol de la Mission, ces militaires prennent la relève d'un groupe de militaires qui était déployé dans le nord-est de la RCA depuis plus de deux ans.

La MINUSCA a également soutenu les FACA à Birao, le 5 avril, en remettant un lot de matériels en vue de leur déploiement à Am-Dafock (65 kilomètres à l'est de de Birao). Il s'agit de quatre tentes modernes, des fils de fer barbelé, des tôles, du ciment, une cuve de stockage d'eau potable et de la ration alimentaire pour 60 jours.

- Les villes de Bouar, Bossangoa et Batangafo ont donné le coup d'envoi du cycle de formation des communicateurs préfectoraux et des séminaires de réflexion et d'appropriation du processus mutualisé de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) et la Feuille de route de Luanda. Organisée par le Gouvernement avec l'appui de la MINUSCA, cette activité se déroulera jusqu'à fin mai 2024 à Bangui et dans toutes les préfectures avec pour objectif principal d'assurer une plus grande appropriation du processus de paix par les populations.

## **CONTRIBUTION DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

- La Force déplore la mort de civils innocents suite aux violences survenues ces derniers jours à Zemio. La situation sécuritaire s'est dégradée ces dernières semaines dans le Haut Mbomou en général avec les attaques enregistrées contre les civils.

Depuis plus de deux semaines, en réaction aux alertes, la Force avait anticipé en planifiant le déploiement de renforts dans plusieurs localités du Haut Mbomou. Cependant, l'état très dégradé des routes a fortement ralenti les opérations de la Force car elles ne permettent pas le passage des moyens roulants blindés.

D'énormes efforts ont été et sont mis en œuvre pour rendre ces routes praticables ainsi que la réhabilitation du ferry de Dembia. Les unités de Génie militaire de la Force sont à pied d'œuvre depuis plusieurs jours

Les renforts, qui sont déjà en route, devraient donc pouvoir accéder à la zone dès cette semaine avec un important déploiement de la Force dans le Haut-Mbomou et le Mbomou.

L'idée de manœuvre de la Force, c'est d'avoir une approche de sécurisation globale de la région à travers un déploiement dans plusieurs localités clés et la sécurisation de MSR4 menant jusqu'à la frontière Est, à travers une forte mobilité des unités. La sécurisation de cet axe est d'une importance majeure et devrait permettre d'impacter positivement la vie des populations.

Il est important de noter que les unités déjà sur place à Zemio et plusieurs autres localités du Haut Mbomou conduisent quotidiennement des patrouilles pour sécuriser les axes. A titre d'exemple, entre le 12 et le 15 avril, les contingents marocain et portugais ont effectué 25 patrouilles dans la seule localité de Zemio et ses environs.

Les efforts vont s'intensifier dans les prochains jours afin de ramener le calme dans la zone.

## **CONTRIBUTION DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

Le 12 avril 2024, le Chef de la Composante Police de la MINUSCA, le Commissaire Christophe Bizimungu, à la tête d'une forte délégation, s'est rendu à Bambari pour présider la cérémonie d'hommages rendus au défunt collègue Maréchal des logis Ebelelo Gilles Hermann de l'unité de Police constituée du Congo. Il est décédé le 26 mars dernier, à la suite d'un exercice de Maintien et de Rétablissement de l'Ordre Public (MROP) effectué au sein de leur base sise à Bambari. Le préfet de la Ouaka, le sous-préfet de Bambari ainsi que le maire de Bambari ont assisté à la cérémonie. En prononçant l'oraison funèbre, le Chef de la Composante Police a regretté cet accident et recommandé une meilleure coordination lors des activités futures.

## **AUTRES ACTIVITES**

Le 15 avril 2024, UNPOL a lancé à Bangui, Damara et Bouar quatre sessions de formation au profit de 120 Forces de Sécurité Intérieure respectivement sur la Protection de Hautes Personnalités au Camp Izamo, la Fraude Documentaire à l'Ecole Nationale de la Gendarmerie, la Circulation routière et le Constat d'Accident et la Lutte contre la Drogue et le Trafic des Stupéfiants. Toutes ces formations de cinq jours chacune, permettront de renforcer les capacités des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) dans différents domaines d'activité relatives à leurs missions régaliennes.

## **EN APPUI OPERATIONNEL**

Dans le cadre opérationnel, les états-majors mixtes, les Unités de Police Constituées et les officiers de police individuels, conjointement avec les FSI continuent d'effectuer des patrouilles robustes tant pédestres que motorisées à Bangui et en régions. Ces patrouilles concourent à la prévention des crimes et délits et à la sécurisation des personnes et de leurs biens ainsi,

Le 14 avril, les équipes UNPOL, conjointement avec les FSI, ont sécurisé les lieux de culte dans leurs zones de compétence. Par ailleurs, elles se sont entretenues avec les fidèles sur la tolérance, le pardon et l'assistance mutuelle.

Le 12 avril, UNPOL a assuré sans incident conjointement avec les FSI, la sécurisation de la marche pacifique organisée par la société civile centrafricaine au siège de l'ENERCA. Cette manifestation a regroupé environ, une centaine de manifestants.

Le 10 avril, les équipes UNPOL étaient également auprès de leurs homologues des FSI pour la sécurisation des lieux de prière à l'occasion de la fête de fin de Ramadan.

Dans le cadre des sensibilisations, plusieurs ont été faites par nos équipes UNPOL à l'endroit des FSI et des populations durant la semaine écoulée sur divers thèmes à savoir : la justice populaire et les détentions injustes basées sur des accusations de sorcellerie, la culture du pardon et la cohabitation pacifique et le discours de haine. Toutes ces sensibilisations ont été faites au profit de plusieurs personnes à Bangui et dans les provinces.

## **CHEFFE DU BUREAU REGIONAL DES PLATEAUX ET HAUT-OUBANGUI**

C'est pour moi un privilège de participer ce matin à la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Le Bureau régional des Plateaux et Bas-Oubangui ne peut atteindre ses objectifs sans l'appropriation des populations, c'est pourquoi, les médias ici présents, représentent une pierre angulaire permettant de toucher toutes les couches sociales. A cet effet, je salue les journalistes centrafricains qui ne cessent de vulgariser les activités de la MINUSCA au bénéfice des communautés centrafricaines, mais aussi de combattre les discours de haine et la diffusion de fausses rumeurs dans notre région. C'est pourquoi nous associerons les médias nationaux à toutes nos activités pour qu'ensemble les bonnes informations parviennent à nos populations.

Au lendemain de l'adoption de la résolution 2709 du Conseil de sécurité et du séminaire national sous l'égide de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et du Premier ministre, le Bureau Régional a organisé successivement trois sessions sur le mandat avec les autorités locales de la préfecture autonome de Bangui et les préfectures de Lobaye et de l'Ombella-Mpoko.

De ces échanges avec les Préfets, Sous-préfets, certains leaders communautaires, les responsables d'organisation de la Société Civile y compris les femmes leaders membres des organisations féminines et des jeunes ainsi que des leaders religieux, nous avons identifié beaucoup de défis auxquels nous avons et continuons d'apporter l'appui de la MINUSCA.  
L'appui au processus politique

Nous avons eu des échanges avec les Préfets et Sous-Préfets mais avons constaté des problèmes de fonctionnement des Comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP) de l'Accord de paix dans certaines localités. Nous avons également remarqué que les autorités préfectorales ne se sont pas toujours appropriées du processus mutualisé de paix. De même, l'inaccessibilité de certaines zones en raison de l'état défectueux des routes, empêchant les FSI d'être présents auprès des autorités pour les réunions de sensibilisation, ainsi que le manque de moyens logistiques ont pour conséquence un manque d'appropriation de l'APPR/Feuille de route de Luanda.

A ce sujet, nous avons commencé à mener des actions de sensibilisation consensuelle avec l'implication des préfets et sous-préfets auprès des populations comme, par exemple à Mbaiki, et Boali. En plus le Bureau Régional très bientôt commencera la formation et le renforcement des capacités des autorités et des leaders communautaires locaux sur le processus de mutualisation de l'APPR/Feuille de route de Luanda. Néanmoins, il faut signaler que des sessions de sensibilisation se sont tenues.

Sur le plan de la cohésion sociale et réconciliation inter communautaires, la MINUSCA a appuyé le renforcement de la résilience des femmes de communauté pygmée avec les autochtones par le financement des activités génératrices de revenus au PK55 axe Bangui-Mbaiki et la mise en place d'une pompe à eau.

Dans l'Ombella-Mpoko notamment à Bossembele et Yaloke, des séances de sensibilisation sont en cours pour le retour des musulmans alors que certains continuent à être réticents malgré la bonne volonté des autorités qui œuvrent pour leur retour, avec l'appui de la MINUSCA. C'est dans ce cadre que la MINUSCA participera à la cérémonie de lancement de la première pierre de la Mosquée de Bossembele, le 20 avril, et en profitera pour mener des campagnes de sensibilisation. En termes de transhumance, nous faisons des sensibilisations en vue de la redynamisation et l'établissement de comités de gestion pacifique de la transhumance. En 2023, un pacte de bon voisinage a été à Bouboui, PK45 axe Boali, une initiative qui devra être répliquée dans les autres localités, par exemple à Yaloke.

Le Bureau Régional a entamé des échanges avec les autorités locales sur la problématique de la détention des armes de guerre dans la région et les mesures pour y répondre comme les projets de Réduction de la Violence Communautaire (CVR). Des séances de sensibilisations de masse et de renforcement des capacités des autorités sont prévues.

Concernant le processus électoral le Bureau Régional est beaucoup avancé dans les préparatifs, et continue d'appuyer l'Autorité Nationale des Elections, ANE, dans le cadre de la sensibilisation, la logistique et sur le plan institutionnel Notre bureau a organisé plusieurs séances de causeries débats avec les jeunes, les femmes, les leaders communautaires sur le rôle dans la participation effective et signifiante des femmes dans les élections locales en cours, avec l'implication des préfets et sous-préfets ayant abouti à la mise en place d'environ 30 plateformes de femmes engagées en politique la Lobaye et l'Ombella-Mpoko.

Sur la protection des civils, les Forces en place mènent régulièrement des patrouilles aussi journalières aussi bien que celle de longue portée dans les préfectures et dans les couloirs de transhumances assurant ainsi la protection des civils.

Il faut souligner que le Bureau a réalisé et prévu des projets à impact rapide dans les 3 chefs-lieux des préfectures pour faciliter la mise en œuvre du mandant entre autres : la construction de pont de Mbossoro à Bangui, la création et l'équipement de la radio la voix de la femme Centrafricaine, Lego Ti Awali, à Bangui, la construction de la maison de la femme à Bossembele etc...

Merci.

## **PREFET DE LA LOBAYE**

Je vais intervenir sur deux ou trois points notamment sur la collaboration avec la MINUSCA.

Cette collaboration depuis mon arrivée à Mbaiki en 2017 jusqu'aujourd'hui, cette collaboration est bonne dans le sens que tout ce qui se passe dans la Lobaye est directement connue par les contingents qui représentent la MINUSCA dans la Lobaye et vice-versa. C'est-à-dire qu'il y'a toujours échange de nos informations et les projets impact rapide avec la MINUSCA se passent bien parce que tous les dossiers sont connus par le préfet de la Lobaye avant leur mise en œuvre. Sur le plan de la collaboration, je peux dire qu'il n'y a pas de nuage, mais dans les détails nous pourrons voir ce que les journalistes vont nous demander.

Et sur la mise en œuvre de l'accord politique pour la paix en RCA, depuis 2020 le CMOP a été mis en place et là encore nous avons bénéficié de l'appui de la MINUSCA pour mener nos actions sur le terrain. Surtout les sensibilisations sur la question des cohésions sociales, du vivre ensemble et du DDR. Je pense que le cas de Mbaiki en ce qui concerne la cohésion sociale et du vivre ensemble est une réussite. Car vous observerez aujourd'hui à Mbaiki, il y'a ouverture de la mosquée Baguirimi, et on est en train de construire la Mosquée centrale qui est à proximité de marché de Mbaiki. Vous observez aussi le retour massif des déplacés, des réfugiés donc aujourd'hui la communauté musulmane est en grand nombre à Mbaiki. Hier j'avais eu une réunion avec cette communauté qui désormais est bien intégrée dans la population.

Le troisième point concerne la transhumance. C'est là le gros du problème. La Lobaye en général n'est pas une zone de transhumance mais nous avons constaté il y'a quelques années l'arrivée de quelques éleveurs peuhls aux confins de la Lobaye, surtout dans la zone de Boganagone, Boganda et aussi Boda. Ce problème a perduré mais depuis deux ans sinon trois, il y a l'arrivée massive de ces éleveurs peuhls dans la sous-préfecture de Mbaiki qui comprend huit communes. Et il faut ajouter aussi une partie de Mongoumba. Cette arrivée massive, si je peux la qualifier d'envahissante, perturbe quelque peu la vie des agriculteurs. Ce problème-là a été mis à l'oreille de nos dirigeants surtout ce qui s'occupe de la question de l'élevage et aujourd'hui il n'y a pas encore des solutions. Il y avait en 2023 une note circulaire pour demander à ces éleveurs de retourner dans leur zone initiale, certaines l'observent, d'autres s'entêtent à rester ici. Ça fait partie de nos défis au niveau de la préfecture de la Lobaye, il faut parvenir soit à créer les couloirs de la transhumance qui intégreraient les sous-préfectures de la Lobaye. Auquel cas il faut persuader les éleveurs à ne plus descendre sur la Lobaye d'une manière massive.

Voilà en quelque mots ce que je peux dire maintenant en ce qui concerne la Lobaye mais les défis sont énormes, madame la cheffe de bureau a parlé tout à l'heure de l'appui de la MINUSCA. Nous

le reconnaissons mais ce n'est pas encore suffisant, je crois qu'il y'a deux ans déjà le CMOP au niveau de la Lobaye n'a pas de ressources pour mener ses activités.

Dans le mandat de la MINUSCA tel que nous avons été briefés à Mbaiki, il est dit que la MINUSCA devrait continuer à appuyer la restauration de l'autorité de l'Etat. Mais je me suis dit, il faut mettre un contenu à cela parce que la restauration de l'autorité de l'Etat qui est mis sur papier, je n'ai pas ça dans les faits. Quand le préfet veut se déplacer pour aller à Mongoumba pour des questions de conflit entre populations, il n'a pas de carburant, s'il a besoin d'éditer des textes, prendre des actes administratifs parfois il n'a pas de papier. Donc tout ça, ça perturbe un peu l'administration, c'est un défi que nous devons relever, il y'a aussi le vieillissement des bâtiments administratifs. Il faut embellir le milieu où travaillent les autorités pour qu'elles puissent travailler dans des conditions descentes.

Les patrouilles des FSI ça fait partie de la restauration de l'autorité de l'Etat or nos forces de sécurité intérieure connaissent des problèmes en ce qui concerne l'appui en carburant. Et la logistique même, parfois ils n'ont même pas de carburant. Est-ce que la MINUSCA ne peut pas les aider à mener leurs activités régaliennes ? Voilà en quelques mots ce que j'ai à dire en attendant les flèches des communicateurs. Je vous remercie.

#### **SECRETARE GENERALE DE LA PREFECTURE DE L'OMBELLA MPOKO**

Je représente le préfet de l'Ombella-Mpoko empêché. La préfecture de l'Ombella Mpoko, depuis un certain temps a connu une accalmie. Seulement le 4 mars 2024 dans la sous-préfecture de Yaloke, on a enregistré de nombreux cas d'assassinat de jeunes conducteurs des taxis motos ainsi que des cas de braquages par des hommes armés.

Face à cette situation la population a manifesté par la destruction d'une mosquée en construction. Le président de la République, Chef de l'Etat, professeur Archange Touadera, a vite fait d'instruire pour que la lumière soit faite sur l'évènement. Suite à cette instruction, le ministre résident Arthur Bertrand Piri a conduit une forte délégation dans la localité. Il a rencontré toutes les entités et à qui il a réitéré le message de Chef de l'Etat, par lequel il a exhorté la population de Yaloke à cultiver la paix, la cohésion sociale, le vivre ensemble.

Au cours de cette rencontre, il convient de souligner chaque responsable des entités présentes a pris la parole pour donner sa version des faits. Ensemble, on retient qu'il n'y a pas de problème particulier entre musulmans et chrétiens dans la sous-préfecture de Yaloke. Pour preuve les deux individus suspects d'être de connivence avec les hommes armés ont quitté la ville et sont actuellement recherchés pour être remis à la justice. Les scènes de braquage ont cessé et les motos taxi circulent librement.

Il a été noté par la suite l'implication de la MINUSCA, en charge de la région de Bas Oubangui et des Plateaux, dans la résolution de cet incident. Cette implication s'est manifestée par la descente dudit bureau en date du 5 avril 2024. Nous tenons à remercier madame Toe qui, malgré ses occupations, à la moindre chose se présente activement. Nous tenons aussi à remercier le Président de la République pour l'intérêt pour la paix qu'il porte dans ladite localité de Yaloke.

Dans le cadre de la transhumance, on note que dans sa globalité dans l'Ombella-Mpoko les éleveurs peuhls transhumants et les autochtones cohabitent en harmonie. Il convient tout de même de relever que des temps en temps les cas d'abatage clandestin des bœufs des peuhls, ce qui engendre parfois des conflits, parfois de représailles entre la population paisible de l'Ombella-Mpoko.

Le comité de mise en œuvre de l'accord politique pour la paix, avant de découpage administratif de 2021, l'Ombella Mpoko comportait 6 sous-préfectures. A partir de cette Loi 0021 du 21 janvier 2021 relative aux circonscriptions administratives, la préfecture de l'Ombella Mpoko est réduite à 5 sous-préfectures : Boali, Bossemble, Damara, Yaloke et Bogangolo. Les modifications apportées ont eu des répercussions sur le CMOP, cette structure doit désormais comporter des membres venus des 5 sous-préfectures. C'est pourquoi il est urgent de restructurer la CMOP de l'Ombella-Mpoko et également mettre en place une conférence préfectorale sur la sécurité, le vivre ensemble et la réconciliation nationale. Cette collaboration est bonne et doit être renforcée.

© MINUSCA 2024